

Article 31 du Règlement

Pour qui se prend-il pour aller dire à des gens de l'Alberta qui exprimaient leurs graves préoccupations au sujet du projet de TPS: «Je n'ai jamais entendu de telles stupidités de toute ma vie.» Comment peut-il dire à des Albertains: «Je me demande s'ils ne radotent pas.» Qu'est-ce qui donne au président du Comité des finances qui vient de l'agglomération torontoise le droit de juger ainsi l'ouest du Canada: «Je n'arrive pas à comprendre comment les gens de cette collectivité peuvent être aussi peu instruits.» Comment le député de Mississauga-Sud peut-il demeurer à son poste après avoir déclaré: «Je pense qu'il va falloir leur envoyer quelques enseignants du niveau de la cinquième année.»

Nous, Canadiens de l'Ouest, en avons assez des insultes, de l'arrogance et du comportement méprisable de cet homme. Il devrait nous faire des excuses ou, mieux encore, nous gratifier de sa démission.

* * *

LE LOGEMENT

M. Jim Karpoff (Surrey-Nord): Le ministre d'État (Habitation) se distancie des déclarations de principe qu'il avait faites lorsqu'il était simple député. Au début, il convenait que le gouvernement n'avait pas fourni de logement à des prix abordables. Puis il a déclaré que le seuil de 30 p. 100 de revenu pour les logements n'est plus réaliste. Il prétend maintenant que les logements à prix abordables ne sont pas une priorité nationale.

Comment peut-il dire que les logements ne sont pas une priorité lorsque 1,2 millions d'enfants canadiens vivent dans la pauvreté, souvent causée par le manque de logement à prix abordable et par les loyers élevés? Comment peut-il dire que les logements à prix abordables ne sont pas une priorité lorsque, d'après l'Association canadienne de l'immeuble, les prix élevés créent de graves problèmes, non seulement à Toronto et à Vancouver, mais dans 27 autres endroits au Canada.

Le ministre continue à défendre la dérobade honteuse du gouvernement en ce qui concerne la construction de logements pour les familles canadiennes. Le ministre continue à fournir des explications à la Chambre pour ses étranges déclarations qui sont absolument incroyables.

Les personnes qui ont besoin de logements à prix abordables et les organismes qui s'en occupent en ont ras

le bol des déclarations désinvoltes du ministre et à son inaction.

* * *

VIA RAIL

M. Ross Stevenson (Durham): Monsieur le Président, la suppression de la ligne Toronto-Peterborough-Havelock de VIA dans un secteur où la construction domiciliaire est en plein essor menace l'avenir des transports publics dans la région. Les porte-parole de GO Transit ont déclaré que le gouvernement de l'Ontario serait intéressé à la ligne dès 1993.

Hier, le ministre des Transports s'est dit prêt à discuter avec le gouvernement de l'Ontario de l'avenir de la ligne Toronto-Peterborough. J'exhorte le ministre à demander à ses collaborateurs d'entamer immédiatement des négociations avec leurs homologues ontariens. Il faudrait élaborer un plan provisoire afin d'assurer le service ferroviaire voyageurs sur la ligne jusqu'au moment où GO Transit inaugurerait un service permanent de sa propre initiative.

* * *

L'AGRICULTURE

M. Brian O'Kurley (Elk Island): Monsieur le Président, les agriculteurs canadiens, ceux de l'Ouest du Canada en particulier, comptent sur la collaboration du gouvernement pour assurer le succès de leurs entreprises agricoles.

Le programme de paiements anticipés constitue l'un des plus beaux exemples de collaboration entre nos agriculteurs et le gouvernement du Canada. Le ministre de l'Agriculture s'est engagé à faire adopter un projet de loi grâce auquel les agriculteurs pourront obtenir des avances.

Toutefois, le Parti libéral du Canada, dans sa grande sagesse, a décidé de contrecarrer les efforts du ministre qui ne cherche qu'à aider les agriculteurs canadiens. Ceux-ci ne toléreront pas de telles machinations politiques de la part des libéraux.

Nos agriculteurs sont importants. Ensemble, les députés à la Chambre des communes peuvent les aider. Adoptons le projet de loi sur les paiements anticipés afin que nos agriculteurs puissent vaquer à leurs occupations.